RECOMMANDATION DU CONSEIL

du 28 mars 1983

sur la décharge à donner à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds européen de développement (1975) (quatrième FED) pour l'exercice 1981

(83/187/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 206 *ter*,

vu la convention de Lomé entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté économique européenne (ACP-CEE) [1], signée le 28 février 1975,

vu la décision 76/568/CEE du Conseil, du 29 juin 1976, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne [2],

vu l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté [3], signé le 11 juillet 1975, et notamment son article 31 paragraphe 3,

vu le règlement financier, du 27 juillet 1976, applicable au quatrième Fonds européen de développement [4], et notamment ses articles 64 à 67,

ayant examiné le compte de gestion et le bilan afférents aux opérations du Fonds européen de développement (1975) (quatrième FED) arrêtés au 31 décembre 1981 ainsi que le rapport de la Cour des comptes relatif à l'exercice 1981, accompagné des réponses de la Commission [5],

considérant que, en vertu de l'article 31 de l'accord interne, la décharge de la gestion du Fonds européen de développement (1975) (quatrième FED) doit être donnée à la Commission selon la procédure prévue à l'article 206 du traité;

considérant que l'exécution, dans leur ensemble, des opérations du Fonds européen de développement (1975) (quatrième FED) pendant l'exercice 1981 par la Commission a été satisfaisante,

RECOMMANDE

à l'Assemblée de donner décharge à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds européen de développement (1975) (quatrième FED) pour l'exercice 1981.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1983.

Par le Conseil

Le président

J. ERTL

(1) JO n° L 25 du 30. 1. 1976, p. 2.
(2) JO n° L 176 du 1. 7. 1976, p. 8.
(3) JO n° L 25 du 30. 1. 1976, p. 168.
(4) JO n° L 229 du 20. 8. 1976, p. 9.
(5) JO n° C 344 du 31. 12. 1982, p. 1.